

District régional de Mount Waddington

C.P. 729 2044, McNeill Road, Port McNeill, C.-B. V0N 2R0
Téléphone : 250-956-3161 Télécopieur : 250-956-3232
Site Web : www.rdmw.bc.ca Courriel : info@rdmw.bc.ca

Le 10 août 2011

Dossier n° : 430.06

Greffière du Comité permanent des finances
Sixième étage, 131, rue Queen
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6 Canada

Proposition en vue du budget du gouvernement fédéral de 2012

Madame, Monsieur

Récemment, le bureau du député John Duncan a invité le district régional de Mount Waddington (RDMW) (Île de Vancouver-Nord) à présenter un mémoire en vue du budget fédéral de 2012. En tant que région rurale éloignée comptant environ 11 500 habitants, issus de nombreuses communautés et de territoires traditionnels des Premières Nations, nos besoins à l'égard du gouvernement fédéral sont à la fois fort importants et diversifiés; ils vont bien au-delà des cinq pages et trois grandes recommandations demandés. Conscient de la chose, le district régional présente respectueusement la proposition suivante :

Mettre fin à la centralisation et au développement de la gestion des services ruraux dans les centres urbains

Les communautés du district régional de Mount Waddington (RDMW) savent très bien ce qui se produit normalement lorsque la fonction publique fédérale, les SMA et les SM doivent faire des compressions dans des secteurs d'activités gouvernementales pour réduire les coûts :

- 1) Les activités en région rurale ou éloignée sont sacrifiées pour protéger les unités administratives centrales et expansionnistes à Ottawa et dans les grands centres sous prétexte de « restructuration », de « modernisation » et de « consolidation » ou d'une combinaison des trois.
- 2) Les bureaux en région rurale ou éloignée de différents ministères fédéraux sont minés par l'attrition au fil des ans pour atténuer le coup et l'indignation de la communauté quand le couperet tombe pour de bon.
- 3) Les compromis et les réaffectations « temporaires » du personnel dans les grands centres deviennent permanents et les postes dans les régions rurales restent vacants.
- 4) Les occasions d'emplois à la fonction publique fédérale se font de plus en plus rares pour les Canadiens en région rurale, ce qui encourage la migration vers les villes afin d'obtenir de l'avancement professionnel. Les familles de professionnels doivent partir et le recrutement de personnes dans cette tranche de la population en région rurale devient de plus en plus difficile.
- 5) Les professionnels en milieu rural et les entreprises de services qui travaillent normalement pour le gouvernement fédéral sont forcés ou motivés à quitter la région pour s'installer dans les grands centres.

6) Les intervenants en milieu rural doivent se rendre dans les centres urbains pour discuter des questions concernant leur région, même quand il s'agit de rencontres avec des cadres subalternes qui ne sont pas très au fait de la situation dans la région.

Étant donné que le gouvernement conservateur a beaucoup d'appuis dans les régions rurales de l'Ouest canadien, le RDMW invite le Cabinet à remettre en question les avis émanant de la haute direction de la fonction publique qui est retranchée sur ses positions à l'égard de la restructuration, de la modernisation et de la consolidation de toute partie de la fonction publique fédérale à l'extérieur des grands centres urbains. Les compressions à Environnement Canada annoncées récemment montrent tous les signes des approches susmentionnées par la haute direction. À notre avis, l'attention des cabinets de tous les partis politiques est régulièrement et délibérément détournée des veaux gras à quelques pas de la Colline du Parlement et des modèles organisationnels de bureaucratie dépassés dans les villes comme Vancouver. Nous exhortons le Cabinet à couper les ailes des bureaucraties centrales afin de maintenir et de rétablir les fonctions et les services essentiels du gouvernement fédéral en région. Il est important que le gouvernement prenne conscience qu'il est un moteur ou un « animateur » du développement socioéconomique des régions rurales et qu'il sensibilise à ce fait et à cette responsabilité les hauts fonctionnaires de tous les ministères et organismes, et non seulement ceux qui en ont un mandat précis à cet égard. À l'heure actuelle, il est commode de réduire ou de faire des compressions dans les services ruraux ou régionaux plutôt que dans les activités inutiles des bureaucraties centrales – cela doit changer.

Outre les répercussions qu'ont les diminutions de services, d'emplois et d'entreprises dans les régions rurales, la centralisation de la fonction publique fédérale entraîne à notre avis :

- 1) une augmentation des traitements, des salaires et de l'ensemble des avantages sociaux en raison des coûts élevés des résidences, des garderies et des déplacements quotidiens des travailleurs et de leur famille qui ont des emplois au centre-ville;
- 2) des initiatives ministérielles coûteuses dirigées par des experts-conseils, qui par le passé auraient été réalisées à l'interne, par des fonctionnaires fédéraux sur place, selon des normes supérieures, et qui ne relèvent même plus de la gigantesque bureaucratie des villes qui en avait pourtant la charge. L'initiative touchant la *Zone de gestion intégrée de la côte nord du Pacifique* en est un parfait exemple. De nombreux experts-conseils participants à ce genre d'initiatives sont d'anciens membres du personnel local dont les postes ont été supprimés lors des rondes de compressions antérieures;
- 3) des unités de négociation plus grosses, plus fortes et plus efficaces, ayant peu d'intérêt à faire valoir la décentralisation ou la subsidiarité dans la prise de décision;
- 4) une augmentation des coûts indirects au fur et à mesure que les communautés rurales deviennent de plus en plus dépendantes des gouvernements fédéral et provinciaux en ce qui a trait aux programmes sociaux réactifs uniques; des coûts qui auraient pu être atténués ou évités si les services initiaux étaient restés sur place et avaient simplement été modernisés petit à petit.

À notre avis, dans l'intérêt de tous les Canadiens et du budget fédéral, il est nécessaire et progressiste au point de vue économique de mettre en œuvre une politique générale visant à faire des compressions au centre et à rétablir le modèle de services décentralisés qui a fait ses preuves. Le district régional de Mount Waddington continuera d'exercer des pressions distinctes à l'égard de questions plus précises en passant par les voies appropriées.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués,

Al Huddleston
Président
c. c. John Duncan, député
Coastal Communities Network

INCORPORÉ LE 13 JUIN 1966

MUNICIPALITÉS : ALERT BAY, PORT ALICE, PORT HARDY, PORT MCNEILL
CIRCONSCRIPTIONS : « A » (SOINTULA); « B » (HOLBERG, WINTER HARBOUR); « C » (QUATSINO, COAL HARBOUR, HYDE CREEK); « D » (WOSS, TELEGRAPH COVE)